

Compte rendu

Ouvrage recensé :

SMOUTS, Marie-Claude (dir.). *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998, 414 p.

par Raúl Bernal-Meza

Études internationales, vol. 31, n° 1, 2000, p. 191-196.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704135ar>

DOI: 10.7202/704135ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

de possibilités dans les négociations est utile dans bon nombre de domaines.

Laure PAQUETTE

Département de science politique
Université Lakehead, Thunder Bay, Canada

**Les nouvelles relations
internationales. Pratiques
et théories.**

SMOUTS, Marie-Claude (dir.). Paris,
Presses de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques, 1998, 414 p.

Voici un ouvrage collectif, dont les auteurs font partie d'un groupe de chercheurs au CERI (Centre d'Études et de Recherches Internationales, de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, à Paris), sous la direction de Marie-Claude Smouts, développé en une « Introduction » et trois parties, comportant chacune différents chapitres centrés autour d'un sujet central.

Dès l'introduction, la directrice de l'ouvrage met en relief le problème qui nuit aujourd'hui au crédit de la discipline des relations internationales : la faiblesse des théories pour expliquer les événements internationaux. D'après Marie-Claude Smouts, les théories dominantes, venant des États-Unis, n'ont pas su prévoir la fin de la guerre froide, mais, malgré tout, la discipline a considérablement progressé depuis cinquante ans, grâce aux différentes approches et à leurs renouvellements permanents. Comme elle le signale, « pour qui veut s'en servir, elle offre un *corpus* des problématiques, des concepts organisateurs permettant de comprendre et d'expliquer les nouvelles configurations d'acteurs

et, par là, de saisir les grandes tendances du monde » (pp. 12-13).

L'objet de l'ouvrage pourtant est justement de s'occuper de ce savoir accumulé, de montrer avec quels outils conceptuels les problèmes de l'heure sont appréhendés et peuvent être analysés : le problème de l'État, de leur souveraineté face à la globalisation ; la régionalisation de l'UE ; la coopération et la gouvernance mondiales ; les nouvelles visions du monde et les nouvelles problématiques de la guerre et de la paix. La démarche méthodologique s'inscrit dans une perspective sociologique, comme cela correspond à la tradition des études internationales françaises.

La crise du *réalisme* a amené à modifier les visions du monde. C'est à l'exploration de ces directions nouvelles que se consacre cet ouvrage. Mais si les auteurs ne sont pas tous d'accord en ce que la mondialisation marque le début d'une ère post-moderne, d'après Smouts ils sont tout de même unanimes sur un point : ni la logique de la fragmentation ni celle de l'homogénéisation ne sont inéluctables.

La première partie s'applique à l'analyse des *avatars du modèle west-phalien*. Pour Bertrand Badie (chap. 1), la crise des paradigmes réhabilite des questions simples, telles que la fonction de l'État, et si celui-ci est un instrument ou une fin en soi. Pour cet auteur, dans le nouveau contexte mondial, l'État est un instrument destiné à servir une communauté humaine, mais celle-ci n'est plus étroitement souveraine et s'insère dans une société dont certains paramètres sont aujourd'hui mondialisés. Et étant

donné que la plupart de ses actions et des enjeux auxquels il est confronté ont des effets globaux, « il peut être tenu à l'obligation morale d'intervenir hors de chez lui » (p. 54) ; ces actions et concepts, bien sûr, renvoient au *réalisme* : la puissance du fort face au faible (question – à mon avis – avec laquelle les pays moins forts ne seront jamais d'accord). Mais, « les institutions internationales demeurent en fait à la limite, le principal conservateur du modèle étato-national et des pratiques internationales passées » (p. 55).

Marie-Claude Smouts reprend, au chapitre 5, cette question posée par Badie, mais du point de vue de la coopération internationale, puis, en dépit du succès des néo-institutionnalistes « la question reste ouverte de savoir comment amener l'ensemble des acteurs opérant sur la scène internationale à régir de concert des problèmes mondiaux dont ils ont des définitions différentes et qui ne les intéressent pas au même degré » (p. 136). Pour l'auteur, la transition de la coexistence à la gouvernance mondiale ne signifie pas que tous les sujets inscrits dans la notion de *gouvernance* soient à l'agenda, d'où la recherche actuelle d'un *nouveau multilatéralisme*, puisque le seul noyau dur de la coopération internationale semble bien être celui qui sert toujours la mondialisation économique et la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale.

Pour Smouts, trois discours se déroulent simultanément autour de la gouvernance et ne se rencontrent pas : d'abord, celui de la Banque Mondiale, qui s'adresse en particulier aux pays en développement et articule les

intérêts des bailleurs de fonds : bonne gestion, bonne gouvernance, etc. ; ensuite, le discours de la revue *Global Governance*, très proche de la notion de *regime*, qui est un peu plus vaste, plus global et qui découpe moins la coopération internationale en domaines spécifiques (p. 150). Le troisième discours est celui qui s'inspire des études de politique publique et qui a été retenu par la *Commission on Global Governance* (à l'origine de laquelle on trouve l'initiative du chancelier Brandt) ; ici, l'idée de gouvernance permet de comprendre la gestion des affaires internationales comme un processus continu. Ce dernier type de gouvernance est celui de la société internationale des acteurs étatiques et non étatiques, privés, obéissant à des rationalités multiples. Mais, tous ceux qui font partie de la société mondiale ne sont pas conviés au jeu de la gouvernance et dans différents domaines on trouve des acteurs peu représentés ou faiblement pris en compte.

C'est ainsi que Smouts reprend la lecture des auteurs qui prônent un changement ontologique de la coopération mondiale (Cox, par exemple), puisqu'il ne peut pas y avoir de *gouvernance mondiale* sans une solide articulation des divers niveaux d'action et sans la participation des populations à ces différents niveaux.

Mais, avant d'arriver au problème (et aux nouvelles problématiques) de la guerre et de la paix, il faut aborder « les nouvelles visions du monde ». C'est-à-dire, la transformation spatiale des relations internationales (Karoline Postel-Vinay), le temps mondial (Zaki Laïdi), l'acteur en réseau à l'épreuve de l'international (Ariel Colonomos), la circulation des idées et relations

internationales (Javier Santiso) et économie politique internationale (Jean Coussy), tous des noyaux qui font partie des nouvelles relations internationales.

À mon avis, la dernière « vision du monde », l'économie politique internationale (ou mondiale), est encore un peu plus vaste que cela : c'est, en fait, une méthodologie pour y agir. Donc je m'étendrai un peu plus en profondeur sur celle-ci.

Dans le chapitre 10, « Économie politique internationale (ou mondiale) » (EPI), Jean Coussy fait l'analyse de l'état actuel de l'EPI. Celle-ci – soit l'étude des interactions de l'économie et du politique dans l'arène mondiale, d'après la définition de J. Frieden et D. Lake – a une longue histoire. À travers le temps et dès leur origine comme le principal objet de la réflexion économique, quelques-uns ont approfondi davantage les aspects économiques et d'autres leurs aspects politiques. Coussy revalorise, avec raison, la place de l'EPI – un des chemins par lesquels on retrouve la complexité des faits sociaux – dans l'étude des relations internationales.

L'EPI a vu se renouveler ses sujets et ses instruments d'analyse. Réalisme, libéralisme et marxisme sont les courants qui – comme des clivages contemporains – reproduisent encore les grandes ruptures historiques qui ont forgé l'EPI. Mais, d'après Coussy, « toute présentation de l'EPI par l'inventaire des orthodoxies ignore par construction, le rôle majeur qu'ont joué hétérodoxies et syncrétismes (dépendentisme latino-américain combinant marxisme et nationalisme, théorie du système mondial de

Wallerstein, combinant F. Braudel et le marxisme) » (p. 257). Et il souligne qu'aucune des trois théories mentionnées plus haut ne s'intéresse à ces interactions (de l'économie et du politique) qui sont le véritable objet de toute économie politique. Mais, depuis quelques années, l'EPI s'est vu confrontée à un nouveau défi : « l'EPI libérale », ou *nouvelle économie politique* (NEP), qui conforte l'économie pure.

Coussy signale que « si la NEP ne tourne pas sa critique vers les tendances dominantes de l'économie mondiale, c'est que la mondialisation lui semble en voie de réaliser le projet libéral » (p. 267). L'opposition entre EPI et NEP reprend le thème du rôle de l'État à l'heure de la mondialisation et renvoie au débat sur la viabilité du système westphalien, question qui a été bien analysée dans les chapitres précédents de la première partie, consacrée aux « avatars du modèle westphalien ».

Glassan Salamé, dans son chapitre « Les guerres de l'après-guerre froide » (chapitre 11), aborde les effets contrastés de la fin de la guerre froide. La fin de celle-ci, contemporaine de l'intensification de la mondialisation, n'a guère produit des effets uniformes sur les nombreux conflits en cours à travers le monde. Parfois, la fin de la bipolarité globale a rendu plus aisée la solution des conflits locaux. Dans d'autres cas – tout au contraire – elle a favorisé l'apparition de nouveaux conflits ou la réouverture de conflits endormis. Dans d'autres cas encore, leurs effets sur les situations intérieures ou régionales se sont longtemps fait attendre, quand ils n'ont pas été marginaux ou déce-

vants, voire réversibles. Mais, dans la plus grande partie des conflits qui ont proliféré ces dernières années, la fin de la guerre froide a principalement servi à dévoiler la nature profonde des conflits en cours ou à en altérer substantiellement la signification (pp. 283-284). Ces faits font que, pour l'auteur, il est légitime de s'interroger sur la connexion entre l'évolution de la discipline des relations internationales et le fait qu'elle soit née et se soit développée principalement en Occident et, particulièrement aux États-Unis, c'est-à-dire au cœur d'un des deux pôles de la guerre froide. Il est indéniable que le développement de la discipline (et de la théorie, bien sûr) a été influencé par l'engagement de la grande puissance dans la guerre froide. Maintenant, quand on constate que le processus de mondialisation et la fin de la bipolarité ont produit des effets hétérogènes, la question de la guerre, le recours à la force et l'intervention dans la périphérie restent encore des possibilités ouvertes, et par conséquent la discipline – d'après Salamé – doit s'ouvrir vers des nouveaux thèmes. Même si les côtés descriptif, comparatif et, surtout, prescriptif l'emportent largement sur le côté théorique, le processus de paix ou de reconstruction d'appareils d'État défaillants, la contribution militaire, diplomatique ou humanitaire des grandes puissances et des organisations internationales dans leur lancement ou gestion sont ainsi devenus un chapitre substantiel de la discipline.

Pour terminer, la conclusion, de Pierre Hassner, sous le titre « De la crise d'une discipline à celle d'une époque », essaie d'établir un bilan. Après l'échec des théories néo-

réaliste, néo-idéaliste et même institutionnaliste, ont émergé au cours des dernières années des modèles plus larges : le *marché mondial* ; la *société internationale* (école anglaise) et la *turbulence transnationale*. Mais celui dont les effets sont les plus importants, de par ses conséquences, est probablement le premier, car la dynamique du capitalisme est encore plus impressionnante que celle de la description qu'en avait faite Marx et, pour leurs conséquences, il semble bien possible d'imaginer d'autres modèles, en vue d'approfondir la capacité analytique et prospective. Parmi ces autres modèles, celui de *société internationale* (Wight, H. Bull, Watson) met l'accent sur le fait que les États – même en l'absence d'une autorité supérieure – s'accordent sur certaines règles de coopération. Mais, concernant celui-ci, ne s'agit-il pas d'un « système pour beau temps », incapable de résister aux orages d'une crise majeure ? Est-il possible que la mondialisation, le règne du marché, ou la gouvernance par les règles de la coopération, résolve le problème de la guerre et de la paix ? Pour l'auteur, l'idée selon laquelle les démocraties libérales ne se battent pas entre elles est loin de représenter le dernier mot sur la question, car il y a d'autres influences – propres de ces sociétés développées occidentales, séculières, privées, de consommateurs sceptiques ou relativistes, « pour lesquelles le bien-être personnel et, éventuellement, la compassion ont plus de valeur que la gloire ou le sacrifice pour une cause collective » (p. 384).

Même si, pour l'auteur, la paix pour le commerce, la science et le libéralisme (les rêves du XVIII^e et du XIX^e siècle) se trouve finalement réali-

sée – question au moins assez discutée à mon avis –, il constate qu' « on serait tenté d'opposer un centre pacifique et une périphérie guerrière, s'il ne se trouvait que, précisément, les guerres de la périphérie ne sont pas de vraies guerres, du moins au sens clausewitzien, et la paix du centre n'est pas une vraie paix, au moins au sens de la concorde et de la civilité » (p. 385). Car, dans le deux cas, le phénomène central est le déclin ou la disparition de l'État moderne souverain, de son monopole de la violence à l'intérieur et de sa capacité de faire la guerre à l'extérieur (p. 385). Pour l'auteur, les problèmes sont dus à, ou viennent avant tout de la faiblesse simultanée de l'État et de la société civile, bien que cette faiblesse soit plus spectaculaire à l'Est. Une crise qui touche de plus la crédibilité et la légitimité des gouvernements et des élites politiques à travers le monde entier. Dans ce contexte, après la mort des idéologies globales, les articulations traditionnelles de la vie politique tendent à être remplacées par deux axes : un axe vertical opposant la technocratie au populisme, et un autre horizontal qui oppose les globalistes ou les universalistes aux nationalistes ou aux particularistes (pp. 388-389).

Parmi ses conclusions, Hassner arrive à celle qui, en général, caractérise la situation présente : la fragilité des entités collectives et des structures intermédiaires (ce qui, à mon avis, frappe durement aujourd'hui les partis politiques en Amérique latine). D'autres identités collectives, telle l'Union Européenne, sont aussi en train de perdre leur identité et leur légitimité, car elles n'arrivent pas à faire « la médiation entre globalisme

et le particularisme, offrant un espace public flexible qui permettrait une diversité de niveaux d'allégeance, de solidarité ou d'activité » (p. 390). Et en arrivant à ce point-ci, le problème de savoir comment penser l'Union Européenne – développé par Christian Lequesne (chap. 4) – ajoute un avis éclairé sur la fin du livre, en posant le problème de la gouvernance chez elle et celui de l'intégration dans son rapport avec la théorie démocratique.

Donc, dans ce contexte international, comment s'en sortir ? Pour Hassner ce qui serait le plus nécessaire est une renaissance de la politique et de la philosophie.

Voici donc un ouvrage intéressant qui comporte différentes perspectives. D'abord, la sélection des approches nouvelles qui permettent d'avoir une vision assez enrichissante de ces « relations internationales à la fin du siècle ». Et, pour les aborder, les auteurs ont recours à une bibliographie vaste, dont les références seront un outil aditionnel à la lecture.

Cet ouvrage collectif présente différentes approches qui renforcent l'intérêt dans les relations internationales, mais dans un nouveau contexte : la fin de la bipolarité et l'avance de la mondialisation. Alors, y a-t-il une crise de la discipline dans ce contexte ?

Bien que l'ouvrage constitue une très intéressante approche analytique des théories internationales nord-américaines, dans des conditions assez nouvelles (mondialisation et fin de la bipolarité), l'un des problèmes les plus importants pour s'occuper des dilemmes guerre ou paix, démocratie ou totalitarisme, anarchie ou gouver-

nance globale, n'est pas analysé : celui du *développement*. Et de ce point de vue, la vision est celle des pays occidentaux industrialisés.

Raúl BERNAL-MEZA

Directeur, CERIAL
Argentine

Ideas, Cultural Forces and the Development of International Relations.

VAN DER WESTHUIZEN, Janis. *Halifax, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University, 1998, vi-79 pp.*

Ce court ouvrage devrait être lu par tous les étudiants en Relations Internationales, qu'ils soient au premier cycle ou aux cycles supérieurs de formation. Bien que cette étude se contente de retracer le développement des diverses approches (principalement anglo-saxonnes) au sein de la discipline des Relations Internationales depuis le début du 20^e siècle, l'auteur effectue ce survol de façon originale et stimulante en réintégrant ces approches dans le contexte et les influences de leur époque. Ces influences incluent la musique populaire (les Beatles, Bob Dylan, Dire Straits, Nirvana) et les tendances dans d'autres formes d'art telles que la peinture et l'architecture. Les comparaisons établies entre les grandes écoles de pensée en Relations Internationales au cours de ce siècle – les principaux penseurs et théories sont d'ailleurs utilement soulignés en caractères gras – font de ce survol de la littérature une fascinante et utile introduction à la matière qui se lit très bien et qui compléterait aussi très bien des livres tels que James Dougherty et Robert L. Pfaltzgraff Jr., *Contending Theories of International Relations* ou

bien Iver B. Neumann et Ole Wæver (dir.), *The Future of International Relations*. Comme introduction à la discipline et comme première étape avant d'aborder des ouvrages plus complexes, comme ceux qui viennent d'être mentionnés, cette courte étude s'impose.

L'ouvrage clair et bien documenté de van der Westhuizen cherche à rendre moins confuse l'histoire de l'émergence des Relations Internationales comme discipline en prenant une approche chronologique et en examinant « la façon par laquelle les idées et les forces culturelles ont façonné la civilisation occidentale durant le vingtième siècle et en retour ont affecté la façon dont [les Relations Internationales] se sont développées » (p. 3). L'auteur tire une conclusion très pénétrante. Il souligne le besoin de considérer l'épistémologie, la culture, l'histoire, la reconceptualisation de la sécurité et l'émergence de mouvements sociaux critiques créateurs d'espace politique.

On ne peut qu'espérer que l'auteur – qui est un doctorant d'origine sud-africaine au Centre d'études sur la politique étrangère de l'université Dalhousie – nous offrira bientôt un traitement plus complet du sujet en utilisant la même perspective. S'il le fait, l'avenir des Relations Internationales suivra peut-être les lignes directrices qu'il recommande. Il faudra notamment consacrer du temps à explorer les différences entre les Relations Internationales, la politique internationale et les études internationales – les deux derniers concepts étant mentionnés par l'auteur au début de l'étude sans être par la suite abordés – et l'auteur de ces lignes